

Recherches sociographiques



Louis FAVREAU et Yves HURTUBISE, *CLSC et communautés locales. La contribution de l'organisation communautaire*

Jacques Roy

Volume 36, numéro 2, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056978ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056978ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roy, J. (1995). Compte rendu de [Louis FAVREAU et Yves HURTUBISE, *CLSC et communautés locales. La contribution de l'organisation communautaire*]. *Recherches sociographiques*, 36(2), 400–403. <https://doi.org/10.7202/056978ar>

examen de la littérature l'amène à dire qu'il y a deux grands groupes de personnes âgées pour qui l'âge d'or est un âge adoré ou un âge à dorer!

Dans l'ensemble, *Un Âge à dorer. Conditions de vie et loisirs des aînés de la société* est un ouvrage de qualité, très académique, remarquablement documenté. Le texte est relativement bien écrit en dépit de la lourdeur qu'impose souvent la présentation d'informations statistiques. Les nombreux tableaux et graphiques, si on se donne la peine de les consulter, sont bien faits, donc informatifs. La facture générale est très pédagogique: un sommaire au début de chaque chapitre annonce le menu, suit une introduction de la matière, la matière elle-même et une conclusion. C'est certes un ouvrage de référence majeur pour les intervenants et les responsables politiques mais c'est aussi un manuel scolaire: il ne manque que les questions sur la matière à la fin des chapitres.

Toutefois, cette contribution n'est pas parfaite. L'auteur est parfois victime de ses sources statistiques. La stratification des âges n'est pas la même pour tous. C'est peut-être pour cela qu'il suggère que les gens âgés de 70 ans et plus entrent dans la catégorie des grands âgés (p. 53) alors qu'à d'autres moments, il considère, à juste titre, que ce sont les 75 ans et plus qui représentent les «vieux-vieux» de la société. Il est également victime de ses sources littéraires: un bon nombre d'ouvrages consultés sont anglo-saxons. Forcément, l'auteur est tenu de traduire et, parfois, la traduction est incorrecte. Ainsi, à la page 161, il traduit *boredom* par désœuvrement; notre examen de dictionnaires anglais ne nous conduit pas à la même constatation. *Boredom* signifie ennui en français et c'est le terme *idleness* qui veut dire désœuvrement. Il commet un impair semblable à la page 169 lorsqu'il parle d'*activités peu utilitaires* en inscrivant entre parenthèses le terme *usefulness*. De tels détails peuvent induire en erreur un lecteur non informé.

Delisle utilise à plusieurs occasions l'expression «aspects diachroniques de la pratique...» (p. 65, 76, 94, 129 et 149) pour annoncer certains contenus. À toutes les fois, nous avons été en mesure d'apprécier une perspective diachronique mais jamais l'auteur ne nous a soumis une analyse de facteurs pouvant expliquer une évolution (régressive ou progressive). On prend acte d'une évolution des pratiques. Point.

Cela dit, le livre de Delisle comporte beaucoup plus de qualités que de défauts. C'est un document incontournable pour tous ceux et celles qui sont intéressés à connaître l'état de la situation et les perspectives d'avenir en matière de conduites de loisir chez les aînés de la société.

Michel NEVEU

*Département des sciences du loisir,
Université du Québec à Trois-Rivières.*

Louis FAVREAU et Yves HURTUBISE, *CLSC et communautés locales. La contribution de l'organisation communautaire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993, 211 p.

Depuis leur origine, les Centres locaux de services communautaires (CLSC) vivent un dédoublement de personnalité: on les dit appartenir au milieu, à la communauté locale, pourtant ils sont en même temps des établissements du réseau public de la santé et des

services sociaux. Double appartenance (milieu, État) qui n'est pas sans poser de problème lorsqu'on porte le regard sur l'évolution de l'organisation communautaire en CLSC dans le contexte des communautés locales.

Louis Favreau et Yves Hurtubise ont voulu relever le défi de comprendre la dynamique de transformation de l'action communautaire en CLSC en menant une enquête auprès de 18 CLSC et 72 personnes (intervenants, cadres, leaders communautaires du milieu). Plus spécifiquement, leur question est la suivante : « Les transformations en cours dans la pratique de l'organisation communautaire en CLSC conduisent-elles à un renouvellement de cette pratique sociale ou assistons-nous à une lente dégradation de ce qui a été une des pratiques les plus originales des CLSC dans les communautés locales ? » (p. 10-11). Pour y répondre, les auteurs abordent successivement des thèmes tels que la situation des communautés locales, le mouvement populaire et communautaire dans ses relations avec les CLSC et l'évolution de l'organisation communautaire en CLSC; ils rappellent que le communautaire en CLSC s'inscrit dans un triple contexte : évolution des collectivités locales, questionnement interne de la pratique professionnelle et transformation du rôle de l'État.

Au chapitre des communautés locales, les auteurs évoquent un certain nombre de problèmes sociaux qu'ils qualifient de « nouvelle situation sociale » et qui auraient une incidence certaine sur les communautés et leur degré d'appauvrissement. Quatre sont évoqués : le chômage, l'immigration, la pauvreté et la délinquance. Pourquoi ceux-ci, pourquoi pas d'autres ? Par exemple, l'éclatement des familles et les nouvelles configurations familiales, le vieillissement accéléré, l'exode des jeunes en milieu rural, l'effet de la baisse démographique sur le soutien naturel, les nouvelles conditions sociales entourant le communautaire au féminin, etc. Les auteurs n'en soufflent mot ! On ne connaît pas vraiment la logique qui a conduit à une sélection aussi réduite de problèmes sociaux.

Dans l'ouvrage, on souligne l'intérêt de « dépasser » la vision de *Deux Québec dans un véhiculé* par le Conseil des affaires sociales du Québec (CAS, 1989, 1990, 1992) pour tenir compte de mutations sociales qui ont exercé une influence sur la population et les communautés locales et qui ne sont pas réductibles au seul cadre d'analyse spatial opposant les communautés en voie de désintégration à celles qui sont en expansion démographique et sociale. Les auteurs ont raison, cependant ils font l'économie d'une réflexion sur les conséquences, pourtant visibles pour les praticiens de l'organisation communautaire, d'œuvrer dans des communautés en voie de désintégration démographique et sociale. En effet, l'organisation communautaire dans bon nombre de CLSC au Québec est confrontée à la réalité des communautés qui dérivent socialement. En particulier, n'est pas abordé l'effet sur le travail en organisation communautaire des mutations démographiques majeures dans ces communautés, entre autres de l'exode des jeunes et du vieillissement accéléré. C'est une dimension occultée dans l'ouvrage. Par ailleurs, les auteurs attirent l'attention sur le fait que, dans la société, « l'exclusion » prend davantage de place que « l'exploitation », nouvelle perspective qui permet un autre regard sur l'analyse des groupes sociaux.

Le livre décrit bien les différentes interactions entre le mouvement populaire et communautaire d'une part et l'organisation communautaire en CLSC d'autre part, qui porte toujours la double coiffe (milieu-État). Il suggère que le partenariat (notion ambiguë et peu définie dans le discours gouvernemental) entre les CLSC et les organismes communautaires tient davantage de la coopération conflictuelle que de la récupération ou de la relation égalitaire. Point de vue qui a le mérite de quitter la pensée manichéenne (le méchant État qui,

par l'entremise des CLSC, récupère les bons organismes du milieu pour éviter que celui-ci ne s'autogère) ou utopiste (les partenaires deviennent codécideurs, coproducteurs et coévaluateurs des activités ou services à rendre) à l'égard des relations entre CLSC et groupes du milieu. Les auteurs font l'hypothèse d'une nouvelle participation organique entre les partenaires, sous l'égide des régies régionales, dans le contexte de la réforme Côté, qui vise la régionalisation des services de santé et des services sociaux. Cette nouvelle perspective pourrait favoriser le développement de stratégies locales et régionales sur le plan de l'action communautaire, s'écartant ainsi du phénomène de «succursalisation» sous la nouvelle graphie du sigle universel des CLSC (comme chez McDonald's) qui a remplacé le sigle local qui traduisait jadis symboliquement l'appartenance du CLSC à un milieu donné. Ce modèle unique, standardisé et normalisé des CLSC, les auteurs le rejettent au profit d'une action communautaire qui s'arrimerait à la réalité des communautés locales. Pour l'heure, les deux voies sont ouvertes (normalisation de l'action communautaire en CLSC selon des objectifs et programmes nationaux ou modulation en regard des réalités locales et régionales); elles peuvent même cohabiter, qui sait?

Les auteurs mentionnent avec justesse la parenté de parcours entre les CLSC et certains organismes communautaires du milieu; progressivement, on a assisté à une spécialisation et une professionnalisation de l'intervention communautaire, tant dans les CLSC que dans le réseau communautaire. Ajoutons à cette considération que les collaborations entre les CLSC et les groupes communautaires risquent de se définir dans l'avenir sur la base des clientèles à risque définies par l'État, celui-ci finançant de plus en plus le réseau communautaire en regard de ce nouvel impératif, d'où la possibilité d'un partenariat «obligé» entre eux. Cette question des politiques de financement des organismes communautaires et de leur effet sur le «partenariat» entre les CLSC et le réseau communautaire n'est pas traitée spécifiquement dans l'enquête.

Le livre met en évidence la «déchirure historique» entre les groupes communautaires et le CLSC quand ce dernier s'est progressivement rapproché de ce qu'il est aujourd'hui, à savoir une institution publique du réseau de la santé et des services sociaux. Finie la fusion CLSC-organismes du milieu. Finie également la conception de l'intervenant communautaire «perçu comme un militant engagé socialement et conscientisateur, redevable qu'à sa communauté» (p. 134). Pour distinguer les deux, CLSC et groupes communautaires, GODBOUT et GUAY (1988), par exemple, renvoient à l'expression «communautaire public» pour désigner l'organisation communautaire en CLSC. Mais Favreau et Hurtubise nous mettent en garde, avec raison, contre le piège d'une vision quasi déterministe de l'action communautaire en CLSC, larguant par-dessus bord ce qui tient des enjeux locaux, d'une communauté de destin recherchée avec le milieu. Pour eux, «l'organisation communautaire dans les CLSC est au carrefour de l'action revendicatrice, de l'entraide communautaire et du développement économique social et local» (p. 178).

L'ouvrage discute de l'autonomie et de la marge de manœuvre professionnelle de l'intervenant communautaire. Entre les deux pôles extrêmes (appartenance à la communauté, appartenance à l'État) on n'oscille pas au hasard; lorsqu'on est davantage proche de la communauté locale, la sphère de l'autonomie professionnelle serait plus grande chez l'intervenant communautaire en CLSC. Bien que fondée en partie, cette assertion occulte une dimension qui n'a pas vraiment été analysée dans l'enquête, à savoir la culture des intervenants communautaires et la possibilité que ceux-ci «récupèrent» le milieu au profit de leurs idées et de

leurs conceptions et développent même des stratégies pour implanter des organismes communautaires dans le milieu en fonction de leurs intérêts propres et puissent subséquentement dire: «Voilà, c'est le milieu qui parle, qui s'exprime». Cette réalité fait également partie de l'histoire de l'action communautaire en CLSC dans la pratique, fût-elle minoritaire chez les intervenants communautaires.

Globalement, l'ouvrage, qui se situe dans le genre enquête-essai (enquête en ce qu'il se base sur un matériel empirique d'entrevues, essai du fait que les auteurs y apportent leurs propres réflexions), est intéressant en ce qu'il brosse un portrait bien documenté de l'évolution de l'action communautaire en CLSC.

Jacques ROY

*Centre de recherche sur les services communautaires,
Université Laval.*

Lionel-Henri GROULX, *Le travail social, analyse et évolution, débats et enjeux*, Laval, Éditions Agence d'Arc, 1993, 297 p.

Même s'il n'est pas exempt de défauts, ce livre offre au total, plus de bonnes pages que de moins bonnes. Sa publication, en rappelant, comme son titre l'indique, les débats et enjeux des cinquante dernières années, constitue un apport intéressant à l'histoire du service social au Québec.

Découpé en cinq parties et en vingt et un chapitres, l'ouvrage propose une démarche à caractère historique, assez linéaire, allant des années 1940 aux années 1990. Pour chaque décennie, l'auteur identifie un thème qui lui semble être l'enjeu autour duquel se sont tenus les principaux débats ayant marqué les pratiques et l'évolution théorique du service social. La lecture nous transporte ainsi de la charité scientifique des années 1940-1950, à l'animation sociale des années 1960, pour nous introduire aux grands débats des années 1970-1980 concernant les questions disciplinaires et professionnelles. Suivent deux dernières parties, plus contemporaines, qui traitent respectivement du féminisme (années 1980) et de la question de l'État (années 1990). Une très courte conclusion ferme l'ouvrage sur trois interrogations qui sont la «professionnalisation» du métier, l'identité comme stratégie et éthique, et le contrôle social.

La caractéristique essentielle de cet ouvrage nous paraît être qu'il s'agit là d'une synthèse de réflexions, d'un bilan d'analyses antérieures. Rien de très nouveau, mais un résumé qui fait sens, qui colle à des souvenirs et qui rappelle à ceux et celles qui les ont vécus les parcours principaux de l'évolution du service social québécois. En ce sens, le livre est intéressant et méritait publication. On oublie parfois que cette profession, comme toutes les entreprises humaines, transporte avec elle le poids de son histoire tout autant que ses élans idéologiques. Ce livre nous le rappelle abondamment, quand il parle, par exemple, de la «bienveillante inquisition ou du saint espionnage» dont se qualifiaient les premières enquêtes sociales, ou, à l'inverse, quand il nous transporte au seuil de la gratuité militante de certaines pratiques de l'animation sociale ou du féminisme.

Si le côté plus anecdotique — et parfois croustillant — accroche inévitablement l'attention du lecteur, le côté analytique de l'ouvrage occupe une place nettement plus importante.